

Saint-François en sentinelle du grand débat

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

15 février 2019

Un lent début

- *Saint-François a accueilli le premier débat organisé par une municipalité. à Baie-Mahault, ce sont les cahiers de doléances qui travaillent.*

Cahiers de doléances installés, rencontres organisées, le grand débat national lancé par Emmanuel Macron se termine le 15 mars. Compte rendu des expressions qui s'élèvent en Guadeloupe dans le cadre de cet exercice démocratique.

SAINT-FRANÇOIS

Le premier débat guadeloupéen s'est déroulé à Saint-François mercredi 13 février. La salle de la Rotonde a accueilli une quarantaine de personnes, « d'une moyenne d'âge de 55 ans » selon la mairie. ‘La qualité et le financement du service public’ était le thème proposé par la municipalité. Un avis a fait l'unanimité : il y a trop de strates. Propos d'ensemble : « *La communauté d'agglomération est un échelon de plus qui nous embrouille et avec lequel nous n'avons aucune proximité* ». Autre discours : il y a trop d'agents de collectivité, il faut réduire. L'absence de proximité des administrations a été maintes fois déplorée. Deux femmes ont raconté qu'elles étaient obligées de partir de chez elles à 4 heures du matin afin d'être sûre de procéder à leurs démarches à la Caisse générale de sécurité sociale. Idem côté impôts. Le morne Caruel aux Abymes semble bien loin aux yeux des contribuables saint-franciscains. La municipalité promet de désigner un comité de pilotage afin d'étudier les réponses. Prochain débat : jeudi 28 février au foyer rural de la Pointe des Châteaux. Thème : Citoyenneté 3.0 et fracture numérique.

BAIE-MAHAULT

La commune de Baie-Mahault a mis à disposition de ses administrés une vingtaine de lieux où participer au grand débat national. Les contributions sont peu nombreuses. Au centre bourg, les thèmes impôts, dépenses publiques, organisation de l'État et des collectivités locales sont les plus prisés. À la bibliothèque Paul Mado, Hélène réclame le rétablissement de l'ancien taux de la CSG au profit de tous les retraités et pas seulement en faveur des petites retraites. « Cela crée des inégalités », écrit-elle. À l'hôtel de police, Antoine dénonce un manque de transparence dans le calcul de la taxe d'habitation. Il proteste aussi contre la suppression de l'abattement des 30 % de l'impôt sur le revenu dans les Dom. Il estime que les infrastructures sportives sont insuffisantes en Guadeloupe « *dans l'Hexagone, n'importe quelle ville de 20 000 habitants dispose de trois gymnases* », fait-il remarquer.